



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE
DP/1997/16/Add.1 (Part IV)
3 mars 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session annuelle de 1997
12-23 mai 1997, New York
Point 8 de l'ordre du jour provisoire
PNUD

RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR POUR 1996 ET QUESTIONS CONNEXES
Additif

PRINCIPALES REALISATIONS DU PROGRAMME
BUREAU REGIONAL POUR L'EUROPE ET LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 5	2
II. MISE EN OEUVRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET RENFORCEMENT DES BUREAUX DE PAYS ET DU SIEGE	6 - 33	3
III. NOUVEAUX ARRANGEMENTS DE PROGRAMMATION ET EXECUTION	34 - 36	10
IV. PLAIDOYER, FORMATION D'ASSOCIATIONS ET ET DE PARTENARIATS, ET MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE	37 - 45	11
V. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DU PNUD AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES	46 - 49	13
VI. ACTION DU PNUD DANS LES PAYS EN ETAT DE CRISE ET SE TROUVANT DANS D'AUTRES SITUATIONS SPECIALES	50 - 55	14
VII. MISE EN PLACE D'UN ORGANISME PILOTE PLUS DEPOUILLE ET PLUS FIABLE	56 - 58	16

I. INTRODUCTION

1. La région toute entière est le théâtre d'une profonde transformation politique, économique et sociale, maintenant que les pays évoluent du régime d'un parti unique vers celui de démocraties pluralistes et passent du système de l'économie planifiée à celui de l'économie de marché. La majeure partie des pays de la région ont entrepris des réformes radicales pour se lancer dans la complexe tâche d'édification de nouveaux états-nations.

2. Cependant, durant ces trois années, les conditions socio-économiques se sont rapidement et gravement détériorées dans la plupart des pays. L'érosion du produit national brut (PNB), la pauvreté rampante, le chômage et l'inégalité croissante des revenus ont créé des tensions et menacé le mouvement réformateur. Bien que le processus de transition suive son cours, il évolue beaucoup plus lentement que prévu et s'accompagne de difficultés économiques et sociales d'une ampleur inattendue.

3. Le PNUD collabore avec les pays de la région pour relancer le développement économique et la croissance. Il est également amené à s'occuper des préoccupations grandissantes touchant la cohésion sociale, l'augmentation de la pauvreté, l'inégalité des sexes, l'administration publique et la coordination de l'aide.

4. Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, la plupart des pays de la région se sont dotés de nouveaux instruments de conduite des affaires publiques sur le plan des procédures électorales, de la législation et des institutions. Des élections démocratiques ont eu lieu. Les anciens systèmes nationaux de sécurité ont été démantelés dans la plupart des pays. Un nouveau climat de respect des droits de l'homme a été instauré. En grande partie libérés de leurs entraves, les organes d'information et de diffusion fournissent une information plus ouverte et présentent souvent des comptes rendus critiques de l'action gouvernementale. La période de transition a été une expérience stimulante et libératrice pour les pays qui ont dû mettre au point de nouvelles politiques et créer de nouvelles institutions adaptées aux besoins d'une société post-communiste. Dans de nombreux pays le secteur privé s'est affirmé comme une force vitale remplaçant ou reprenant des entreprises publiques et abolissant l'emprise inefficace de l'Etat sur la production et la distribution. Les installations militaires de production sont adaptées aux besoins de la consommation civile. Les problèmes écologiques sont atténués.

5. Il reste cependant beaucoup à faire. Diverses tendances demandent à être reconsidérées ou inversées. Les salaires réels ont brusquement décliné dans toute la région. La condition de la femme s'est détériorée. Les taux de mortalité masculine ont augmenté. La criminalité et les tensions ethniques sont en hausse. On a enregistré une augmentation substantielle des activités économiques "non structurées", qui ne sont ni réglementées ni soumises à l'impôt.

II. MISE EN OEUVRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET RENFORCEMENT DES BUREAUX DE PAYS ET DU SIEGE

6. Les politiques de développement humain durable jouent un rôle de plus en plus décisif dans la définition des stratégies nationales visant à préparer un climat favorable aux réformes. Pour faciliter l'élaboration de ces politiques le

Bureau régional pour l'Europe et la Communauté des Etats indépendants (BRECEI) s'est efforcé d'encourager la présentation annuelle de rapports nationaux sur le développement humain durable. Cette initiative a été un succès attesté par la production de 21 rapports en 1995 et 25 l'an dernier.

7. Les pays de la région ont accueilli la publication de rapports sur le développement humain comme un instrument de débats publics dans ce domaine. Certains thèmes tels que l'élimination de la pauvreté, la stabilité des moyens de subsistance, l'égalité des sexes, l'environnement et la conduite des affaires publiques sont devenus les questions essentielles abordées dans ces débats. Les rapports sur le développement humain durable fournissent une mine d'informations statistiques sur les aspects démographique, social, écologique et culturel de la société en transition. En 1995 et 1996 un grand projet régional a aidé le Bureau de statistique de 26 pays d'Asie centrale, d'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats indépendants à collecter, traiter et analyser des statistiques sociales et démographiques. Ce projet sera sous peu remanié dans le but d'améliorer l'établissement des rapports nationaux sur le développement humain et par conséquent d'enrichir leur base de données statistiques.

8. Le programme du Bureau régional a été conçu pour compléter les programmes de pays, raffermir les liens entre le bureau de pays et le Siège afin de mettre en oeuvre efficacement les opérations prévues dans les différents domaines d'intérêt. Les activités relevant du programme régional devraient profiter à la plupart des pays de la Communauté des Etats indépendants et constituer un complément aux programmes de pays tout en facilitant la mise en oeuvre de nouvelles initiatives. Afin d'assurer une synergie complète dans la réalisation des objectifs du développement humain durable, on utilisera les fonds du programme régional avec ceux du programme national selon des arrangements de participation aux coûts. Cet appui sera encore renforcé en 1997 avec la création d'une équipe d'appui régional au nouveau centre d'enseignement du BRECEI à Bratislava (Slovaquie), qui devrait entrer en fonction durant le deuxième trimestre de 1997.

A. Elimination de la pauvreté et création d'emplois et de moyens de subsistance stables

9. Dans de nombreux domaines d'une importance critique pour le processus de transition, le BRECEI a réussi à mettre au point des programmes d'appui aux principaux domaines d'intervention. Par exemple la création par le BRECEI d'un réseau de privatisation en Europe centrale et orientale a joué un rôle primordial dans la transition vers une économie de marché. Grâce à ce réseau, 23 pays de la région ont pu échanger des données d'expérience dans le domaine de la privatisation. Par la même occasion les pays de la Communauté des Etats indépendants ont bénéficié de l'expérience acquise en Europe orientale. Dans un contexte du même ordre, l'installation de petits et moyens centres commerciaux et d'incubateurs dans huit pays a contribué à la création d'environ 500 entreprises par an. Les emplois créés par ces entreprises sont critiques pour l'élimination de la pauvreté dans la région.

10. Le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) se sont associés pour créer en Roumanie un centre consultatif de l'entreprise dans le but de fournir aux petites et moyennes entreprises une

assistance dans les secteurs des services, de l'industrie manufacturière et de la transformation. Depuis le lancement du programme en 1991, 15 nouveaux centres financièrement autonomes se sont ouverts dans toute la Roumanie avec l'assistance du PNUD et en coopération étroite avec les autorités et entrepreneurs locaux. Plus de 120 conseillers commerciaux ont été formés. A ce jour, plus de 4 000 entreprises ont bénéficié des services de ces centres, et parmi ces entreprises 247 ont reçu des prêts pour un montant total de 31,5 millions de dollars. Plus de 100 séminaires totalisant 2 357 participants ont été organisés dans le pays. On estime que ces efforts ont réussi à créer ou assurer 4 000 emplois.

11. Le centre Tallinn des nouveaux entrepreneurs est l'un des six centres opérant en Estonie où des experts fournissent gratuitement des conseils sur la manière de démarrer une entreprise commerciale. Ces centres ont été ouverts avec l'aide du PNUD, du Conseil nordique des ministres et du Ministère finlandais du travail, chacun d'entre eux ayant apporté une contribution de 81 000 dollars. Au cours du premier semestre de 1996, 19 nouvelles entreprises ont été fondées sous l'égide du centre Tallinn. Les demandes de services que reçoit le centre ont augmenté plus vite que ses ressources financières. Pour combler le déficit et démontrer la forte participation locale au programme, une trentaine de sociétés estoniennes ont décidé de devenir membres en versant une cotisation, et de fournir gratuitement des services consultatifs d'experts.

12. L'Organisation internationale du travail, le PNUD et l'Agence nationale de l'emploi relevant du Ministère bulgare du travail et des affaires sociales, oeuvrent ensemble à la création de revenus et d'emplois dans le sud-ouest du pays. Un centre de promotion et de soutien de l'entreprise a été créé pour aider les petites et moyennes entreprises existantes ou nouvellement fondées. Le centre s'est ouvert en juillet 1996 avec la participation de six municipalités de la région, d'organisations économiques locales, de filiales locales de l'Agence nationale de l'emploi et de représentants de la communauté locale des entrepreneurs. En organisant un programme de cours de formation visant à préparer et encourager les chômeurs à monter leur propre affaire et en offrant des facilités de crédit aux petits entrepreneurs, le Centre espère voir se former plusieurs nouvelles entreprises dans un proche avenir.

B. Promotion de la femme

13. Le Bureau régional a aussi commencé à créer dans la région des groupes sur le rôle des femmes dans le développement. Ces groupes attirent l'attention des Gouvernements sur les problèmes que rencontrent les femmes et sur la féminisation croissante de la pauvreté. Au cours des années 1995 et 1996 ces groupes sont devenus opérationnels dans 18 pays.

14. Avec l'aide de ces groupes, le PNUD s'est employé activement à préparer les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG) de la région à participer à la quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995. Il a fallu pour cela organiser les réunions préparatoires et fournir les services consultatifs nécessaires à l'élaboration de stratégies régionales et nationales. Cependant, l'opération la plus importante, a été l'organisation du "Beijing Express", un train qui, parti de Varsovie, est arrivé huit jours plus tard à Beijing. Il a permis à plus de 200 femmes représentant des gouvernements et des ONG de participer à la conférence de Beijing. Durant le voyage les

participantes ont suivi des séances de préparation à la Conférence. Elles ont été informées des dernières techniques utilisées en matière de règlement des conflits, de capacités d'intervention, de démocratisation et d'aptitudes à diriger.

15. Le BRECEI a continué d'appuyer le programme d'action de Beijing dans les activités de suivi de la conférence. Par l'intermédiaire de ses bureaux de pays il a organisé des conférences de presse à l'intention des participants et créé des "clubs Beijing" où les passagères du "Beijing Express" se réunissent maintenant une fois par mois avec d'autres participants à la conférence. Le BRECEI continue d'encourager et de renforcer les groupes administratifs consacrés au rôle des femmes dans le développement par une collaboration plus intense avec les Gouvernements, les ONG et d'autres organismes des Nations Unies.

16. Un atelier sur les négociations de paix est en cours de préparation et devrait se tenir en 1997 pour étudier le rôle des femmes dans la diplomatie préventive et la gestion des conflits. Des femmes venant de zones de conflit prendront part à des tables rondes avec des experts internationaux pour des entretiens et des séances d'information afin que ces femmes puissent, après leur retour dans leur pays, jouer un rôle efficace dans le processus de paix.

17. En Bulgarie, les réformes économiques ont entraîné une vague de chômage. Les licenciements en masse ont surtout touché les femmes. La crise de l'emploi a durement frappé les femmes qu'elles soient hautement qualifiées ou qu'elles ne possèdent qu'une instruction rudimentaire, y compris les gitanes et autres minorités. Pour remédier à cette situation le PNUD a lancé un programme d'assistance technique de 115 000 dollars, qui devrait aider les femmes à accéder plus facilement aux ressources économiques et leur assurer une participation appropriée au processus de transition vers l'économie de marché. Un programme de formation professionnelle exécuté avec la collaboration du Ministère du travail et de la protection sociale, a aidé des chômeuses de cinq régions en détresse à acquérir des qualifications professionnelles. Plus de 80% des 130 participantes à ce programme ont trouvé du travail.

18. "Investir dans les femmes" est devenu une devise en Turquie, grâce surtout aux campagnes de soutien et aux colloques organisés par le PNUD pour sensibiliser le public et le gouvernement au rôle important que tiennent les femmes. La question de la violence contre les femmes a été portée à l'attention du public lors de séminaires populaires et à la télévision. Les policiers, les juristes et les enseignants reçoivent une formation leur apprenant à traiter de ce problème. Le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation des Nations Unies pour la santé (OMS) collaborent avec le Ministère des affaires féminines pour renforcer le programme et aider les femmes turques à mieux diriger leur vie.

C. Protection et régénération de l'environnement

19. Dans le domaine de l'environnement, d'importants nouveaux projets ont été mis en oeuvre à l'aide de fonds régionaux et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

20. La mer d'Aral était autrefois la quatrième des plus grandes étendues d'eau intérieure du monde. Depuis 1960 elle a perdu presque 75% de son volume et 50% de sa superficie. Le retrait de l'eau a mis à découvert un sol sous-marin dont l'épaisseur est constituée de résidus agricoles et chimiques et de sel. Les poussières nocives atteignent les cultures, l'eau, l'air, les poissons et l'environnement. La crise écologique du bassin de la mer d'Aral affecte plus de 35 millions de personnes.

21. Avec l'appui du PNUD, le Conseil interétats pour la mer d'Aral a organisé à Noukous (Ouzbékistan), une Conférence internationale sur le développement durable des Etats du bassin de la mer d'Aral. Cet évènement a réuni des chefs d'Etat, des ONG et des organismes des Nations Unies venus étudier les solutions possibles à la crise et les besoins humanitaires de la région. Le point culminant de la Conférence a été la signature de la Déclaration de Noukous par les cinq chefs d'Etat de la région. Dans cette déclaration, les signataires se sont engagés à remédier aux conséquences humaines et écologiques de la crise de la mer d'Aral en s'attaquant à la fois aux causes et aux effets. Ils lancent également un appel à la communauté internationale pour qu'elle aide à l'élaboration d'une convention qui contribuera au rétablissement de l'équilibre entre l'écologie, l'économie et la population.

22. Conformément à son engagement d'atténuer la crise, le PNUD a mis sur pied un programme de 3 millions de dollars concernant la mise en valeur du potentiel du bassin de la mer d'Aral. Ce programme réunit un certain nombre d'ONG nationales et de ministères qui s'efforcent de répondre aux besoins humanitaires et écologiques d'urgence. Il comporte divers projets dont une initiative de microcrédit et les plantations-abris de Noukous.

23. L'écosystème de la région de la mer de Barents dans la partie russe de l'Océan Arctique a été sérieusement menacé par le stockage de déchets dangereux et par la pollution de l'air. Cette activité a eu pour conséquence d'entraver la croissance économique dans la région. Pour faire face à ce problème et avec l'appui de Capacité 21, le PNUD a lancé une intervention de 885 000 dollars, le programme de développement durable de la région de Mourmansk-Mer de Barents. Un programme tendant à la création d'une capacité écologique a été mis en oeuvre. Il réunit des scientifiques, des administrateurs, des décideurs, des experts internationaux et le grand public. Une équipe technique pluridisciplinaire a été créée pour examiner les possibilités d'action et recommander des solutions aux problèmes critiques touchant l'environnement et le développement.

Conduite des affaires publiques

24. Dans toute la région les bureaux de pays ont travaillé en étroite coopération avec les pouvoirs publics à l'instauration d'une forme démocratique de gouvernement et à la protection des droits de l'homme.

25. Après avoir fait partie de l'Union soviétique pendant 50 ans, la Lituanie n'a eu que cinq ans pour instaurer une société démocratique. Le PNUD a en partie pour mission d'aider à l'édification d'une démocratie en stimulant le développement d'institutions qui permettent aux citoyens de se faire entendre. Les ONG sont des éléments vitaux de toute société démocratique. On compte maintenant 3 000 ONG déclarées auprès du Ministère de la justice. Certaines d'entre elles sont dirigées par des personnes très motivées et extrêmement

actives tandis que d'autres pâtissent du manque de considération, d'une pénurie de ressources et de l'inexpérience. Les communications entre certaines ONG et le Gouvernement laissent à désirer et le malentendu conduit parfois à l'adoption de dispositions législatives qui ne répondent pas à l'attente. Un centre d'information sur les ONG et chargé de les appuyer s'est ouvert avec le soutien du PNUD et du Fonds lituanien pour une société ouverte (Fondation Soros). Cette fondation fournit des conseils sur la création d'ONG et offre des cours portant sur la gestion financière et les relations publiques. Elle aide en outre les ONG à attirer des fonds et à entrer en contact avec les Gouvernements, les organisations internationales et les ONG du monde entier. Elle s'occupe aussi de collecter des informations sur la législation existante ou proposée afin de faire pression sur le Gouvernement et de mieux appuyer les ONG. Le PNUD consacre à ce centre un budget de 245 000 dollars dont 50 000 dollars proviennent du Fonds balte d'affectation spéciale, 50 000 dollars du Fonds balte d'affectation spéciale-Danemark, et 95 000 dollars du Gouvernement néerlandais.

26. Un autre programme novateur dans le domaine de la conduite des affaires publiques, et qui fait école, concerne les ombudsmen. Les changements rapides relatifs à la législation, aux avantages sociaux et aux droits de propriété en Lituanie ont parfois amené les fonctionnaires à prendre des décisions arbitraires contraires aux intérêts des citoyens. Une loi portant création d'un bureau d'ombudsmen a été adoptée et cinq ombudsmen ont été désignés pour enquêter sur les plaintes déposées par les citoyens, concernant l'abus de pouvoir de la part de fonctionnaires, et l'obstruction bureaucratique. Le PNUD appuie l'institution des ombudsmen notamment par des moyens de formation, la fourniture de matériel et en faisant connaître leur existence. En mai 1996 un ombudsman lituanien a participé à une conférence internationale en Moldavie pour parler de son expérience aux participants d'autres pays de la région qui souhaitent mettre en place un système analogue.

27. Lorsque l'Estonie eut recouvré son indépendance, le statut juridique de près d'un tiers de sa population - ceux qui s'étaient installés en Estonie durant l'occupation soviétique - restait à déterminer. Une loi sur les étrangers adoptée par le parlement estonien enjoint toute personne ne possédant pas la citoyenneté estonienne de déposer une demande pour obtenir le statut de résident et un permis de travail. Au 12 juillet 1995 le Conseil estonien de l'immigration avait reçu environ 335 000 demandes qui devaient être enregistrées et traitées dans un délai d'un an. Le PNUD a été prié de fournir un appui technique pour le traitement de ce volume considérable de demandes. Avec des fonds supplémentaires fournis par les Gouvernements danois, finlandais, norvégien, suédois et suisse, le PNUD a recruté des experts et équipé les bureaux locaux du Conseil, d'ordinateurs reliés à un réseau. Un effectif de 320 personnes a été formé aux techniques du traitement informatique. Les 335 000 demandes de résidence ont toutes été traitées et introduites dans la base de données avant la date limite. Les autorisations de résider et de travailler ont été délivrées presque immédiatement à 325 000 non-estoniens, légalisant ainsi leur statut en Estonie. Les autres ont été retardés de quelques mois, le temps de redresser certaines erreurs figurant dans leurs demandes. Finalement moins de 100 demandes ont été refusées.

28. En Lettonie, le Bureau des droits de l'homme s'occupe des plaintes concernant les violations des droits de l'homme; il fournit des informations et

un enseignement et mène des enquêtes sur les questions relatives aux droits de l'homme. Au début de 1996 un programme du PNUD, d'un montant de 1,1 million de dollars, a été approuvé pour donner à ce bureau les moyens de s'acquitter de son énorme tâche. Avec une aide de 900 000 dollars provenant des Gouvernements finlandais, néerlandais et suédois, à laquelle s'ajoute l'appui financier et technique du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, cette initiative du PNUD tendant au renforcement des capacités fournit au Bureau des droits de l'homme les moyens de formation et les spécialistes dont il a besoin pour remplir son mandat. Durant les six premiers mois de son existence le Bureau a reçu et examiné individuellement plus de 300 plaintes écrites et autant de plaintes orales ainsi que des demandes de conseils. Près des deux-tiers ont trouvé une issue satisfaisante. Les activités du Bureau des droits de l'homme offrent un modèle d'efficacité et d'initiative à beaucoup d'autres pays en transition vers une société civile démocratique fondée sur la primauté du droit.

29. Pour aider le Gouvernement du Kazakhstan à réaliser une stabilité macroéconomique et à opérer sa transition vers une économie de marché, le PNUD a recruté en Pologne une équipe d'experts dirigée par l'ancien ministre des finances. Le groupe possédait une expérience de première main en matière de transition économique et par un assortiment d'activités comprenant la prestation de services consultatifs, l'organisation d'ateliers et de conférences destinés à la formation de hauts fonctionnaires, il a eu une influence déterminante sur les orientations du Gouvernement. La formation était axée sur certains sujets critiques tels que la réforme bancaire, la lutte contre l'inflation, la politique financière et fiscale, la dette et la promotion des investissements étrangers.

30. Au Kirguizistan, en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le PNUD a contribué à doter les représentants des médias et les fonctionnaires de l'information des instruments de base dont ils ont besoin pour instaurer le dialogue salubre qui sied à une démocratie. Le programme de soutien aux moyens de communication et de diffusion dans une ère de réformes et de transition vient renforcer le dialogue qui se poursuit actuellement au niveau national. Près de 200 journalistes ont été formés aux méthodes de reportage fondé sur la participation populaire au niveau des communautés. Cette initiative a permis la production de documentaires pour la radio et la télévision dans des zones reculées du pays. Ces programmes ont pour la première fois donné aux pensionnés, aux enfants, aux jeunes, aux femmes et aux réfugiés une voix pour déterminer leur avenir.

31. Le PNUD a également été un chef de file dans l'assistance apportée aux pays en matière de gestion des ressources extérieures et de coordination de l'aide. Quinze pays ont participé à un programme régional sur la gestion des ressources extérieures afin de coordonner plus efficacement les flux d'aide.

32. Le PNUD a contribué à la création d'un service de gestion des ressources extérieures relevant du cabinet du Premier ministre azerbaïdjanais. En Géorgie un office de la coordination de l'aide a été créé. La Moldavie a mis en oeuvre un programme de gestion des ressources extérieures avec la collaboration du PNUD dont la contribution s'est élevée à 288 000 dollars, augmentée de 450 000 dollars donnés par le Gouvernement néerlandais. Au Tadjikistan, le PNUD et la Banque mondiale ont financé conjointement la création d'un service de coordination de l'aide au Ministère de l'économie et des relations économiques

extérieures, pour servir d'intermédiaire entre le Gouvernement et les donateurs.

33. Après la création au Kirguizistan d'un comité national sur les investissements étrangers et l'aide extérieure, connue sous le nom de Goskominvest, le PNUD est venu apporter sa contrepartie par la mobilisation et la coordination de l'aide extérieure. Le Goskominvest peut maintenant regarder l'avenir avec confiance, sachant qu'il est en mesure de gérer avec succès plus d'un milliard de dollars d'aide.

III. NOUVEAUX ARRANGEMENTS DE PROGRAMMATION ET EXECUTION

34. De nouveaux arrangements de programmation sont effectivement et efficacement mis au point. Six notes consultatives ont été élaborées suivies de six cadres de coopération avec les pays (CCP) pour la République tchèque, la Hongrie, le Kazakhstan, le Kirguizistan, la Moldavie et la Slovaquie, qui ont été présentés au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1997. Cinq CCP supplémentaires et un cadre de coopération régionale (1997-2001) ont été présentés au Conseil d'administration à sa seconde session ordinaire.

35. Au cours du cinquième cycle, 30% des fonds du programme ont été utilisés au titre de l'exécution nationale, ce qui était un remarquable accomplissement étant donné que la plupart des bureaux de la région n'étaient ouverts que depuis 1993. Sans l'expérience de l'aide au développement et le système de mise en oeuvre ONU/PNUD, la plupart des ministères intéressés n'auraient pas été en mesure d'adopter immédiatement cette forme d'exécution. Il convient de noter cependant qu'au cours de ce cinquième cycle une nette tendance s'est dégagée en faveur de l'exécution nationale.

36. Le taux d'exécution s'est accru de manière spectaculaire durant le dernier trimestre de 1996. Au cours des quatre premières années du cycle, les apports fournis au titre du CIP se situaient juste en deçà de 40 millions de dollars. A la fin de septembre 1996, les apports additionnels atteignaient environ 13,7 millions de dollars et avant la fin de l'année ce chiffre était passé à 22,3 millions de dollars.

IV. PLAIDOYER, FORMATION D'ASSOCIATIONS ET DE PARTENARIATS ET MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

37. Les rapports nationaux sur le développement humain sont devenus la base des activités de plaidoyer et la mesure des progrès effectués par les pays sur la voie du développement humain. L'un des principaux accomplissements du BRECEI a été d'avoir encouragé presque tous les pays de la région à produire des rapports nationaux sur le développement humain. Les propositions de cadre de coopération avec les pays ont été largement influencées par ces rapports.

38. Afin de promouvoir un échange d'informations entre les pays au sujet des rapports nationaux sur le développement humain et pour diffuser les messages de ces importants documents nationaux, le Bureau régional a créé en 1996 une page d'accueil permanente sur internet. Cet affichage sur internet contient les versions intégrales des rapports fournis par les pays de la région et des

comptes rendus détaillés concernant la démocratie, l'administration publique et la participation dans ces pays.

39. Au Kazakhstan, les statistiques, analyses et suggestions en matière de principes applicables ont occupé une large place dans divers articles et discours du Président et de hautes personnalités. Le concept est énoncé dans les nouvelles initiatives gouvernementales telles que l'élaboration du Programme national d'action pour l'environnement et le développement durable.

40. Le deuxième rapport national de la Pologne sur le développement humain, intitulé: "Etablissements humains et développement humain" s'inspirait de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) tenue à Istanbul en juin 1996. Il a été présenté au Sénat par le Président du Sénat et figure maintenant au programme de plusieurs universités polonaises. Le Ministère du travail et des affaires sociales propose maintenant l'établissement de rapports sur le développement humain pour chacune des 49 provinces de la Pologne.

41. Pour 1996, le rapport du Turkménistan sur le développement humain a été établi par des spécialistes à l'Académie des sciences, qui avaient eu l'avantage de participer à un atelier du PNUD, au cours duquel ils avaient eu des échanges avec des experts internationaux. La publication de ce rapport a permis à des spécialistes nationaux de se familiariser avec l'analyse critique des orientations gouvernementales et de proposer des modifications, attitude qui n'était pas encouragée sous le régime soviétique.

42. Le seul rapport de l'Ukraine sur le développement humain remonte à 1995; il avait été spécialement établi pour le Sommet mondial sur le développement social, tenu au Danemark en mars 1995. Le Président Leonid Kuchma l'avait emporté au Sommet à Copenhague et s'y est reporté dans sa déclaration.

43. Au Kazakhstan, les organismes des Nations Unies ont formé quatre groupes thématiques pour le suivi des conférences des Nations Unies. Un groupe sur les services sociaux, co-présidé par l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS. Un groupe sur l'emploi présidé par l'OIT. Un groupe sur le développement durable, présidé par la Banque mondiale et un groupe sur la promotion de la femme co-présidé par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF. Des pourparlers sont en cours pour élargir ces groupes et y admettre des autorités nationales et locales ainsi que des ONG.

44. Bien que les programmes du BRECEI comptent pour moins de 3% de la totalité des ressources de base du PNUD pour la période, des efforts concertés récemment déployés pour mobiliser des ressources extérieures commencent à porter leurs fruits. Des fonds d'affectation spéciale, des arrangements de participation aux coûts et d'autres sources de financement ont progressivement aidé le BRECEI à élaborer une programmation beaucoup plus ambitieuse que l'auraient permis les seules ressources de base.

45. Le BRECEI a mis au point une stratégie de mobilisation s'étendant à la région toute entière et selon laquelle les pays sont appelés à mobiliser d'autres ressources qui devraient être le triple des ressources de base. En fait, les ressources autres que les ressources de base, qui s'élevaient à 37,3 millions de dollars étaient en moyenne trois fois plus élevées que les

ressources de base du PNUD allouées aux programmes de pays et aux programmes régionaux pour la période 1992-1996. En vertu de cette stratégie, les ressources de base devaient servir de capitaux d'amorçage, fournir des apports catalyseurs aux programmes de développement humain durable suffisamment populaires et efficaces pour attirer le financement d'autres donateurs bilatéraux, y compris les contributions au titre de la participation aux coûts, prévues dans les programmes de pays.

V. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DU PNUD AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

46. En tant que principale institution et très souvent le seul bureau du système des Nations Unies qui soit pleinement opérationnel, le PNUD a joué un rôle majeur dans le concert des organismes des Nations Unies. Il a appuyé l'exécution de leurs programmes et encouragé des initiatives de l'ONU, entreprises conjointement dans des domaines vitaux de programmes consacrés au développement humain durable, y compris la participation à des conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies ou au suivi de ces conférences.

47. Les deux conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies auxquelles le PNUD a participé en étroite coopération avec d'autres membres du Groupe consultatif mixte sur les politiques ont été le Sommet mondial pour le développement social (Copenhague) et la quatrième conférence mondiale sur les femmes (Beijing). Après la conférence de Copenhague, un comité de programmation interinstitutions sur le développement social a été créé en Turquie afin d'examiner de près les réalisations de la coopération au développement en matière de lutte contre la pauvreté dans la région sud-est, qui est la moins avancée du pays. A titre de suivi des recommandations du Programme d'action de Beijing, un appui a été assuré aux ONG engagées dans les activités de plaidoyer de nombreux pays où sont exécutés des programmes, y compris la création en Moldavie d'un centre de soutien à l'action féminine.

48. Le PNUD, l'UNICEF et le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) ont co-financé une initiative du Gouvernement du Kirguizistan, d'accueillir une conférence d'Asie centrale sur la coopération régionale. Le succès de cette initiative a encouragé les chefs d'Etat des cinq républiques d'Asie centrale à tenir des réunions sous-régionales analogues sur des thèmes d'intérêt commun, ce qui a abouti notamment à la conférence de Noukous sur les problèmes catastrophiques pour l'environnement physique et naturel que pose la dégradation du Bassin de la mer d'Aral. Ces problèmes sont pris en compte au niveau régional dans le cadre d'un effort coordonné de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) et du PNUD et, au niveau national, dans le cadre d'une étroite collaboration, et dans certains cas d'une programmation conjointe, entre le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP et l'OMS.

49. La réforme du système des soins de santé a reçu une attention prioritaire dans un certain nombre de pays, ayant été l'objet d'interventions conjointes du système des Nations Unies. En Lituanie le PNUD et l'OMS ont appuyé le Bureau de gestion de la réforme du système des soins de santé, qui relève du Ministère de la santé, dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie de soins de santé primaires, qui a par la suite été adoptée par le parlement. Les travaux de ce bureau ont servi de base à la formulation du programme appuyé par le FNUAP sur

la santé génésique ainsi qu'aux activités menées en coopération avec l'UNICEF et le PNUD portant sur une étude de la situation des familles et des enfants en Lituanie. En Ouzbékistan, un Forum des Nations Unies sur la santé a été créé avec la participation de l'OMS (occupant la présidence), du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et de la Banque mondiale. Divers groupes thématiques ou équipes spéciales de ce type ont été créés en Moldavie et en Pologne, axés par exemple sur la formulation et l'exécution de programmes nationaux pour la prévention du SIDA et les moyens de le combattre.

VI. ACTION DU PNUD DANS LES PAYS EN ETAT DE CRISE OU SE TROUVANT DANS D'AUTRES SITUATIONS SPECIALES

50. Le PNUD a grandement contribué à alléger les souffrances et la détresse dans les pays qui traversent des crises ou qui se trouvent dans des situations difficiles. Durant la période 1992-1996 il a dégagé près de 6,2 millions de dollars provenant de sources diverses pour aider la Bosnie-Herzégovine dans le processus de reconstruction. Le PNUD s'occupe actuellement de 32 opérations en cours ou prévues, dont le budget total est estimé à 34,4 millions de dollars, chiffre atteint grâce aux ressources additionnelles obtenues auprès d'autres donateurs, dont le Japon est l'un des principaux. Une mission pluridisciplinaire des Nations Unies, organisée sous l'égide du PNUD, est devenue opérationnelle en mars 1996. Elle est chargée d'aider au renforcement des structures gouvernementales identifiées dans l'Accord de Dayton, pour élaborer un programme d'appui à l'effort de reconstruction, de mise en place d'une solide administration publique et de développement humain durable. La mission a établi les plans d'un programme de 110 millions de dollars pour aider à rétablir les structures sociales et économiques et faciliter la transition du pays vers une économie de marché.

51. Confronté à la difficile tâche de programmer les activités de développement en Arménie, où les efforts d'assistance étaient essentiellement dirigés vers l'aide humanitaire, le PNUD a lancé un programme de stimulation de la croissance économique conformément au rôle qui lui est confié en matière de développement durable. Il s'est également attaché à renforcer le Ministère des affaires étrangères, le Département des statistiques nationales et le projet de relèvement des zones rurales, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'initiative des casques blancs.

52. Avec un total de 5 millions de dollars, le programme du PNUD pour le Tadjikistan s'est concentré surtout sur les secteurs social et économique, la coordination de l'aide, le maintien de la paix, le rôle des femmes dans le développement, l'administration publique, le relèvement et la reconstruction. Le PNUD a également mis en oeuvre un programme d'instauration de la paix et de la confiance avec la participation des Volontaires des Nations Unies, et financé à l'aide d'une contribution de 245 000 dollars de la Suède et de 62 000 dollars des Etats-Unis d'Amérique. Quelque 50 centres de jeunes et centres communautaires comprenant plus de 3 000 jeunes, ont été créés dans neuf districts parmi les plus touchés par la guerre civile de 1992-1993. Plus de 100 rencontres sportives ont eu lieu, auxquelles s'ajoutent des concerts, des soirées littéraires, des camps de jeunes dirigeants et des activités de relèvement et de reconstruction. On a accordé une attention particulière à la relance de l'agriculture et organisé des clubs pilotes dans le cadre desquels les jeunes se livrent à l'agriculture au profit de leurs communautés. Des plans

de microcrédit ont facilité le retour de 500 rapatriés dans leurs communautés. Un examen approfondi effectué après seulement un an d'activités a conclu que le programme avait donné les résultats attendus dans des conditions extrêmement difficiles et avait réussi à réunir des populations d'origines ethniques et régionales différentes dans le but de promouvoir la paix et la réconciliation. On envisage maintenant une prolongation de deux ans, pour laquelle le PNUD apporterait une contribution de 550 000 dollars et les Etats Unis d'Amérique 50 000 dollars.

53. Le PNUD travaille en étroite collaboration avec le Coordonnateur des opérations humanitaires de l'ONU (Département des affaires humanitaires) dans tous les pays en crise. En Azerbaïdjan et en Géorgie, le Coordonnateur résident fait également office de coordonnateur pour le Département des affaires humanitaires de l'ONU.

54. Avec un budget de plus de 2,1 millions de dollars affectés au programme d'Azerbaïdjan, la PNUD se concentre sur la coordination de l'aide, la gestion de l'environnement, la réforme administrative et la reconstruction des zones affectées par la guerre. Il a récemment mis en train un programme intégré pour relancer l'activité industrielle du pays.

55. En Géorgie, le PNUD a alloué 2 millions de dollars pour les activités de développement qui se dérouleront après la crise dans diverses régions du pays, notamment dans l'ancienne zone de conflits de l'Ossetie du Sud.

VII. MISE EN PLACE D'UN ORGANISME PILOTE PLUS DEPOUILLE ET FIABLE

56. Bien que les ressources du programme pour la période 1997-1999 aient triplé, en ce qui concerne le personnel le Bureau va devoir continuer de fonctionner avec le tiers des effectifs généralement présents dans les autres bureaux. Une autre difficulté tient à la nécessité de former du personnel national nouveau qui n'est pas au courant des procédures du PNUD.

57. Le Bureau a en outre été en avance pour l'emploi de nouvelles techniques d'information et a créé une liaison internet par l'intermédiaire du projet Internet Ukraine. Il en est résulté que la demande des services du PNUD dans la région a progressé d'une manière exponentielle. Ce type d'infrastructure des communications servira de base à la formation de réseaux entre les bureaux de pays et les institutions nationales dans l'exécution de programmes régionaux et nationaux. Il reliera les pays desservis par le BRECEI à ceux d'autres régions. En recourant à la modalité de la coopération technique entre pays en développement, les pays que dessert le BREDEI ont pu bénéficier de l'expérience acquise en l'Amérique latine en matière de mobilisation des ressources, de réforme du secteur public et de protection sociale.

58. Pour tenir les donateurs et autres parties intéressées au courant de ses activités, le Bureau publie un rapport annuel dans lequel sont détaillés les programmes qui ont donné de bons résultats que l'on peut reproduire dans chaque programme national ou régional.